

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE
Projet n° 25-03-008

A ☐ Travaux

B ☐ Fournitures

C ☒ Services

Identification de l'organisme qui passe le marché :

MINISTERE DES ARMEES
DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE CAYENNE
Quartier de La Madeleine
CS 56019
97 306 Cayenne Cedex

Téléphone : 05 94 39 56 76 / 58 06 (renseignements administratifs).

Courriel : did-cayenne-divadm.ach.fct@intradef.gouv.fr (renseignements administratifs)

Le marché est-il couvert par l'accord sur les marchés publics : non.

Procédure : procédure formalisée passée selon les articles R2124-1 ET 2, R2161-2 A 5, R2162-1 A 9 ET R2162-13 A 14 du code de la commande publique.

L'avis implique un marché public.

Représentant du pouvoir adjudicateur : le directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne.

Principale activité du pouvoir adjudicateur : Armées.

Objet du marché : Accord cadre mixte pour la maintenance préventive et corrective des installations de production, de traitement et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des Forces Armées en Guyane.

Lieu d'exécution des travaux : Guyane (973).

Nomenclature CPV :

50500000-0 Services de réparation et d'entretien de pompes, de vannes, de robinets, de conteneurs en métal et de machines ;
45232430-5 Travaux de traitement de l'eau.

Caractéristiques principales des prestations :

Le présent accord-cadre a pour objectif :

- d'assurer la maintenance préventive et corrective des installations de production, de traitement et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine des forces armées en Guyane ;
- de permettre grâce aux prestations de maintenance la pérennisation des équipements dans le temps ;
- d'avertir dans les meilleurs délais le maître d'œuvre de toutes défaillances constatées afin d'anticiper les pannes.

Durée de l'accord cadre : L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification jusqu'à la date anniversaire.

L'accord-cadre est à reconduction tacite chaque année à sa date anniversaire, sa durée totale ne pouvant excéder QUATRE (4) ans.

Variantes : les variantes ne sont pas autorisées.

Critères utilisés pour l'attribution du marché

Le jugement de l'offre économiquement la plus avantageuse sera effectué selon les critères pondérés suivants :

- le prix : 60 % ;
- la valeur technique : 40 %.

Renseignements d'ordre juridique :

Le marché sera attribué à une entreprise ou à un groupement d'entreprises.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur en ce qui concerne l'exécution du marché.

Les offres seront rédigées uniquement en langue française et en euros.

Conditions de participation :

Les candidats fourniront les documents suivants : voir le règlement de consultation.

Les candidats ou soumissionnaires sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'État (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois.

Par conséquent, les candidats ou soumissionnaires sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde (clé USB ou papier) conformément aux dispositions de l'article R 2132-11 dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres et conformément aux modalités de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la copie de sauvegarde. L'utilisation de cette copie de sauvegarde sera effectuée conformément à l'article 2 - II - 2° de l'arrêté cité précédemment.

Les candidats et soumissionnaires sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ou soumissionnaire ne pourrait être ouverte, le représentant du pouvoir adjudicateur sera tenu de l'écarter.

Modalités essentielles de financement :

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires État / Ministère des Armées.

Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents :

Par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE.) à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Des renseignements administratifs qui ne nécessiteraient pas une réponse écrite pourront être obtenus en téléphonant à la Section achat comptabilité métier : Tél : 05.94.39.56.76 / 58.06.

Les questions techniques doivent être posées par l'intermédiaire de la PLACE.

Adresse où les offres doivent être transmises : www.marches-publics.gouv.fr

Visite des lieux :

La visite des installations est facultative mais peut être intéressante pour postuler à cette consultation (condition d'accès du personnel et des véhicules, sites éloignés, matériels à utiliser, etc...).

Aucune visite n'aura lieu une semaine avant la date de remise des offres.

Afin de convenir d'un rendez-vous pour visiter les lieux, les entreprises devront s'adresser par mail à l'adresse suivante :

did-cayenne-divgp-sgtp.cds.fct@intradef.gouv.fr

et par téléphone au numéro suivant : 06.94.26.76.65

Les attestations de visite des lieux leur seront délivrées, signées d'un représentant du service. Elles seront jointes à l'offre.

Date limite de remise des offres : Le lundi 26 mai à 12h00 (heure locale).

Délai minimum de validité des offres : 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Instance de recours :

Tribunal administratif de Cayenne 7, rue Victor Schœlcher, 97300 Cayenne, tél. : 05-94-25-49-70.
Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr.

Médiation :

COMITE CONSULTATIF DE RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application de l'article R 2197-1 à 25 du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des contrats publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret. Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

Les coordonnées du service de médiation sont :

minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr ou 09 88 68 19 25 et 06 07 48 31 44.

Date d'envoi à la publication :

Bon pour insertion

Bon pour insertion : ☒ PLACE ☒ BOAMP ☒ JOUE

Dressée par le Ministère des armées, à Cayenne le

18/04/2025

L'ingénieur en chef de 1ère classe Emmanuel RICHARD
Directeur d'infrastructure de la défense de Cayenne

